

Assemblée plénière du 28 mars 2019

Répondre d'urgence à l'exigence démocratique, sociale et écologique

Vœu déposé par les élus de la France Insoumise, par Liem Hoang Ngoc, Myriam Martin, Jean-Christophe Sellin et Guilhem Serieys

Depuis des mois désormais, le mouvement des gilets jaunes a fait irruption sur la scène sociale nationale. Depuis plusieurs mois également et chaque vendredi désormais, le mouvement pour le climat n'a cessé de s'amplifier.

Parfois ces mouvements se croisent et ceux et celles qui les portent, battent le pavé ensemble.

Ce phénomène s'est notamment caractérisé par les slogans suivant : « fin de mois, fin du monde, même combat » ou bien « justice sociale et justice climatique ».

Le point commun de ces luttes c'est qu'elles expriment le besoin et la nécessité pour nos concitoyen-n-e-s de se faire entendre, d'être enfin écoutés.

Le grand débat voulu par Emmanuel Macron n'est pas une réponse adaptée à la colère sociale et au déficit de démocratie qui sévit dans notre pays.

Il faut (re)conquérir des droits démocratiques qui permettent l'implication de tous et de toutes. Or en dehors de la démocratie représentative, peu d'espaces démocratiques existent ou sont proposés à l'ensemble des citoyens de ce pays pour intervenir dans « la vie de la cité », en un mot pour faire donc de la politique. Comment justifier que la plupart des décisions qui impactent notre vie au quotidien, échappent totalement aux choix des citoyen-n-e-s que nous sommes.

La région Occitanie essaie de mettre en place des outils pour permettre à cette démocratie participative d'exister, par le biais « des outils de la concertation citoyenne ». C'est de fait l'outil internet qui est privilégié même s'il n'est pas le seul. Mais ce n'est pas suffisant.

Le Président de la République et le gouvernement ont la responsabilité de répondre d'urgence aux attentes démocratiques, sociales et écologiques. Au premier chef, s'agirait de mettre en place de nouveaux outils démocratiques et institutionnels, notamment les Référendum d'Initiative Citoyenne pour construire une sortie de crise.

Myriam MARTIN

